

Scandales sécuritaires et violence sociopolitique dans la Colombie d'Alvaro Uribe – Bilan et perspectives –



Jacques-André Dubois *

Plus d'une année est maintenant passée depuis le changement de garde à Bogotá. Pourtant, la Colombie est loin d'être aujourd'hui en mesure d'oublier les huit années sous la gouverne de l'ex-président Uribe (2002-2006, 2006-2010), tant les legs – bons et mauvais – sont importants. En effet, ayant privilégié la solution armée face aux FARC-EP¹ et au ELN², le gouvernement Uribe a réussi à mettre en déroute la plus vieille guérilla du monde. Les FARC (et dans une certaine mesure l'ELN) ont subi quelques-unes de leurs plus importantes défaites au cours de ces années, perdant des éléments importants de leur commandement et abandonnant l'occupation de vastes territoires devant l'action des forces armées colombiennes, pour retourner à une stratégie de guerre de guérilla. Cela dit, si les routes colombiennes sont maintenant plus sûres, cela ne signifie pas pour autant la fin du conflit social et armé. Quant aux accords ayant mené à la démobilisation des groupes paramilitaires, les opinions sont partagées entre ceux qui applaudissent la difficile tentative et ceux

*Cela dit, si les routes
colombiennes sont maintenant
plus sûres, cela ne signifie pas
pour autant la fin du conflit
social et armé.*

qui la considèrent comme un fiasco. En effet, la démobilisation n'a pas mis un point final à l'activité de groupes paramilitaires, et les nombreuses « bandes criminelles » (Bacrim) qui semblent en être les héritières continuent de perpétrer largement des violations de droits humains et de contrôler plusieurs activités illégales, au même titre que l'ancienne AUC³.

Mais ce sont peut-être les multiples scandales politiques et sécuritaires – Parapolitica⁴, Yidispolitica⁵, Chuzadas, Falsos Positivos – qui ont le plus marqué les deux mandats de l'ex-président

³ Autodefensas Unidas de Colombia, en français Autodéfenses Unies de Colombie. Organisation nationale des différents groupes paramilitaires, unifiés sous cette organisation à partir de l'année 1997 jusqu'à leur « démobilisation » suite aux accords avec le gouvernement Uribe entamée durant l'année 2003 et officiellement terminée autour de l'année 2006.

⁴ Le scandale de la « parapolitica » fait référence à différents types de liens unissant certains membres de la classe politique colombienne et les groupes paramilitaires, aujourd'hui « bandes criminelles ». Voir notamment : Observatorio de Conflicto Armado Corporación Nuevo Arco Iris, « La radiografía de la parapolítica », Revista Cien Dias Visto Por el CINEP, No.64, Septiembre 2008, [Disponible en ligne], http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=149&limitstart=7 (consulté le 11 octobre 2011)

⁵ Le scandale de la « Yidispolitica » a éclaté en 2008 lorsqu'une élue colombienne à la chambre des représentants a admis avoir reçu des « pots-de-vin » en échange de son appui au projet de

¹ Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia – Ejército del Pueblo, en français Forces Armées Révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple.

² Ejército de Liberación Nacional, en français Armée de Libération Nationale

* Jacques-André Dubois est étudiant à la maîtrise de sociologie à l'UQAM, en rédaction d'un mémoire portant sur la criminalisation des mouvements sociaux dans le cadre des politiques sécuritaires colombiennes de la dernière décennie et il est boursier CRSH.

Uribe. Loin d'être terminées, certaines des enquêtes qui les entourent semblent stagner, tandis que d'autres connaissent actuellement des développements aux conséquences historiques. Nous reviendrons dans cette chronique sur les cas des « Chuzadas » et autres scandales entourant le DAS⁶ – dont certains ont récemment connu des dénouements particulièrement importants – ainsi que sur celui des « falsos positivos », dans lequel des membres des Forces armées et de la police colombienne sont accusés d'avoir assassiné des milliers de Colombiens innocents, les faisant ensuite passer pour des guérilleros tués lors de combats. Ce retour sur différents scandales permettra de mieux comprendre le contexte de dérive sécuritaire et de corruption dans lequel les Colombiens – et particulièrement les défenseurs de droits humains, les membres de l'opposition politiques, les membres des mouvements sociaux, les journalistes, les paysans ou les membres des communautés autochtones – ont eu à vivre durant la dernière décennie. Il sera conséquemment possible de saisir quelques-unes des plus importantes entraves à une véritable paix en Colombie.

DAS, paramilitarisme et pratiques illégales

Le Département Administratif de Sécurité fait office, en Colombie, de police des frontières et de police du renseignement et du contre-renseignement. Ses fonctions se sont élargies au fil du temps et il agit aujourd'hui dans d'autres domaines, notamment la protection des personnes considérées comme menacées par les groupes armés illégaux. Au cours du second mandat d'Uribe, cette agence s'est retrouvée au centre de l'attention du pays avec l'éclatement du scandale des « chuzadas ». Cela dit, il s'agissait d'une deuxième affaire impliquant des fonctionnaires du DAS dans des activités illégales puisque, durant le premier mandat d'Uribe, son directeur se trouva forcé de démissionner pour ses liens supposés avec un groupe paramilitaire. Revenons d'abord sur ce premier cas avant de passer à celui des « chuzadas ».

réforme constitutionnelle qui devait permettre au l'ex-Président Alvaro Uribe Velez – alors à la fin de son premier mandat – de se représenter pour une seconde fois consécutive. Depuis, d'autres représentants ont été reconnus coupables d'avoir reçu le même type de traitement et divers fonctionnaires sont actuellement sous enquête. Voir notamment : « El regreso de la 'Yidispolitica' », Revista Semana, 16 juin 2009, [En ligne], <http://www.semana.com/justicia/regreso-yidispolitica/125151-3.aspx> (consulté le 11 octobre 2011)

⁶ Departamento Administrativo de Seguridad, en français Département Administratif de Sécurité

Le DAS « au service du paramilitarisme »

En 2006 éclatait un premier scandale entourant le DAS: certains liens douteux semblaient unir quelques hauts fonctionnaires du DAS, dont son directeur de l'époque, et des groupes paramilitaires. On accusait certains membres de l'agence de collaborer avec le paramilitarisme, notamment en entravant des enquêtes ou en fournissant des informations aux groupes paramilitaires, alors en cours de « démobilisation ». Or, ces informations permettaient ensuite à ces derniers de menacer, voire assassiner, des membres de l'opposition politique, des mouvements sociaux ou des défenseurs de droits humains ainsi identifiés⁷. Le directeur de l'agence à l'époque, Jorge Noguera, un ancien directeur de campagne présidentielle d'Alvaro Uribe en 2002, dut d'ailleurs démissionner de son poste, des accusations le visant personnellement. Bien que nommé consul à Milan par le président à la suite de sa démission, il s'est vu dans l'obligation de démissionner de nouveau, compte tenu de l'ampleur que prenait le scandale et considérant l'enquête qui entourait son implication

Or, ces informations permettaient ensuite à ces derniers de menacer, voire assassiner, des membres de l'opposition politique, des mouvements sociaux ou des défenseurs de droits humains ainsi identifiés.

dans celui-ci. Cette affaire a récemment connu un dénouement partiel, après plusieurs années de processus juridiques avortés, avec la condamnation par la Cour suprême de Justice de Jorge Noguera à 25 ans de prison pour plusieurs délits, dont l'homicide du sociologue et professeur universitaire Alfredo Correa de Andrés en 2004. Ce défenseur des droits humains, actif dans la région côtière de Baranquilla, avait été préalablement victime d'un montage judiciaire orchestré par un agent du DAS⁸, puis relâché devant le manque de consistance du dossier d'accusation, avant d'être assassiné par le groupe paramilitaire « Bloque Norte » avec la complicité active de l'ex-directeur du DAS. Selon la sentence :

[à] travers son pouvoir discrétionnaire [...] Noguera a aidé le Bloque Norte des Autodéfenses [AUC: Autodéfenses Unies de Colombie – groupe

⁷ « El DAS y los Paras », Revista Semana, 12 février 2006, [En ligne], <http://www.semana.com/portada/das-paras/91397-3.aspx> (consulté le 15 septembre 2011) et « Uribe: entre el perdón y la responsabilidad política por el caso de Noguera », Revista Semana, Édition du mercredi 14 septembre 2011, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/uribe-entre-perdon-responsabilidad-politica-caso-noguera/164110-3.aspx> (consulté le 15 septembre 2011)

⁸ « 25 años a Noguera por poner el DAS a órdenes de 'paras' », El Tiempo, Édition du 14 septembre 2011, [En ligne], http://www.eltiempo.com/justicia/condena-a-jorge-noguera-ex-director-del-das_10365226-4 (consulté le 15 septembre 2011)

paramilitaire national aujourd'hui « démobilisé »], leur faisant parvenir des informations que l'organisme collectait en vertu des fonctions qu'il remplissait; il a nommé des personnes proches de l'organisation, et transféré ou déclaré incompetents les serviteurs [de la loi] qui dirigeaient leur travail contre ceux-ci.⁹

Plusieurs autres fonctionnaires continuent d'être sous enquête ou en procès, dont certains nommés par Noguera ou promus par celui-ci pour leur participation dans des activités illégales, mais le jugement récent de Noguera par la plus haute cour du pays constitue certainement l'une des plus importantes condamnations d'un haut fonctionnaire colombien, qui plus est aussi proche de l'ex-président Uribe. Cette condamnation participe à mettre en lumière les liens entre divers membres de la classe politique, des agents de l'État et le paramilitarisme, en d'autres termes ce qui est aujourd'hui connu sous l'expression « Parapolitique ». Cela dit, au-delà de favoriser l'action paramilitaire et de participer à l'assassinat de citoyens, le DAS aurait également mené des activités de surveillance et orchestré des menaces contre des journalistes, des défenseurs de droits humains et des politiciens d'opposition dès les années 2003-2004¹⁰. En somme, certaines des activités illégales perpétrées par le DAS durant l'administration de Noguera ne représentent que le début de ce qui sera plus tard connu sous l'expression « chuzadas du DAS ».

Les « Chuzadas »

Le second scandale ayant touché le DAS, plus récent, est apparu dans les médias durant le deuxième mandat de l'administration Uribe. Dès 2007, un premier scandale d'écoutes illégales par le DAS avait coûté leur poste à 11 généraux de la police¹¹. Cependant, c'est le sénateur du PDA¹² Gustavo Petro, en Octobre 2008, qui fut l'une des premières personnes à dénoncer la continuité de

cette pratique – dont il prouva qu'il était victime – ce qui coula à l'époque son poste à l'ex-directrice du DAS Maria Del Pilar Hurtado. C'est finalement en février 2009 que la revue *Semana13* mit en lumière l'étendue des activités illégales du DAS. L'expression « chuzadas », utilisée pour désigner cette affaire, renvoie à des activités illégales d'écoutes téléphoniques, de violations de courrier et messages électroniques, de filatures et de consultation des comptes bancaires d'opposants politiques, de dirigeants sociaux, de défenseurs de droits humains, de journalistes et de magistrats de la Cour suprême réalisées par des agents du DAS, principalement entre 2004 et 2008. Ces pratiques auraient vu le jour, comme nous l'avons déjà mentionné, à partir du mandat de l'ex-directeur Noguera et continué par la suite.

Dans cette affaire, l'ex-directrice Del Pilar Hurtado se retrouve aujourd'hui au Panama après y avoir demandé et obtenu l'asile politique pour fuir la justice colombienne. Plusieurs autres hauts fonctionnaires de l'agence et de la présidence ont cependant été inhabilités à occuper des fonctions publiques et font aujourd'hui face à

Dans cette affaire, l'ex-directrice Del Pilar Hurtado se retrouve aujourd'hui au Panama après y avoir demandé et obtenu l'asile politique pour fuir la justice colombienne

d'autres accusations, dont l'ex-secrétaire général de la Présidence sous Uribe, Bernardo Moreno. Les différentes sanctions disciplinaires et procès ouverts contre ces fonctionnaires n'ont cependant pas eu pour conséquence une disparition complète de ce type de pratiques illégales. Ainsi, la Haute Commissaire des Nations Unies pour les Droits Humains constatait, dans son rapport sur la situation des droits humains durant l'année 2010, que « [l']office en Colombie a continué de recevoir des informations sur des interceptions de courriers électroniques, filatures, harcèlements et menaces, vols d'informations, altérations de pages web et entrées illégales dans des bureaux et domiciles de diverses organisations de la société civile (...) »¹⁴.

L'apparition de ces différents scandales aura certainement participé à la décision du gouvernement colombien de fermer l'agence actuelle pour en former une nouvelle: le DAS devrait, en effet, laisser la place dans les prochaines

⁹ Cité dans : Idem., Traduction libre de l'espagnol au français.

¹⁰ ONU, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Colombia, 4 mars 2010, [PDF disponible en ligne], <http://www.ohchr.org/en/countries/lacregion/pages/coindex.aspx> (consulté le 15 septembre 2011), p.6

¹¹ « El DAS-gate y las 'chuzadas': vuelve y juega », *El Espectador*, édition du 21 février 2009, [En ligne], <http://www.elespectador.com/impreso/judicial/articuloimpreso120201-el-das-gate-y-chuzadas-vuelve-y-juega> (consulté le 27 septembre 2011)

¹² Polo Democratico Alternativo: principale coalition de la gauche électorale colombienne, parti d'opposition.

¹³ « El DAS sigue grabando », *Revista Semana*, 21 février 2009, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/das-sigue-grabando/120991-3.aspx> (consulté le 20 septembre 2011)

¹⁴ ONU, 3 février 2011, Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos sobre la situación de los derechos humanos en Colombia, [PDF disponible en ligne], <http://www.hchr.org.co/documentoseinformes/informes/alto-comisionado/informes.php3?cod=14&cat=11> (consulté le 15 septembre 2011), p.6, Traduction libre de l'espagnol au français.

années à l'ACI (Agence Centrale d'Intelligence)¹⁵. L'objectif est, entre autres choses, d'« épurer » l'organisme de ses éléments criminels et de l'historique liant le DAS à la corruption, au paramilitarisme et à la persécution illégale de certains civils et politiciens considérés comme des « menaces » à la Présidence. Cela dit, rien ne garantit que la nouvelle agence agira différemment puisque ce type de pratiques illégales n'est pas chose nouvelle pour le DAS¹⁶, bien que jamais elles n'aient pris cette ampleur. Quoi qu'il en soit, entre temps, des agents du DAS continuent leurs activités illicites et gardent l'agence « secrète » bien présente dans les médias¹⁷.

Falsos Positivos

Un autre scandale qui a vu le jour dans les dernières années, plus particulièrement durant l'année 2008, au cours du second mandat d'Uribe, est celui qui est aujourd'hui connu sous le nom de « falsos positivos » ou « faux positifs ». Cette expression cherche à désigner une pratique qui s'est répandue principalement dans l'armée colombienne, particulièrement entre les années 2002 et 2008, et qui consiste à assassiner des civils innocents et non armés pour ensuite masquer les faits en faisant passer les victimes pour des guérilleros « légitimement » tués au cours de combats. Depuis la découverte de cette pratique, des milliers de cas ont été recensés¹⁸. Les militaires impliqués vont des simples soldats reconnus coupables d'avoir ainsi

Le manque d'attribution de responsabilité pénale a été un facteur clé dans le fait que continuent de se produire des cas de « falsos positivos ».

assassiné des civils pour obtenir des récompenses – congés, argent, promotions, etc. – à des militaires de plus haut rang ayant fermé les yeux ou entretenu ces comportements dans le but de gonfler les statistiques de la lutte au terrorisme¹⁹.

Pratique systématique et impunité

Le rapporteur spécial de l'ONU sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires en Colombie, Philippe Alston, soulignait, dans son rapport publié en mars 2010, que les cas de « falsos positivos », s'ils n'ont pas été le fait d'une politique d'État claire, ont pourtant suivi une logique systématique, existé dans de nombreuses régions et été perpétrés par diverses brigades, confirmant par le fait même qu'il ne s'agit pas d'une pratique marginale résultant de quelques « pommes pourries » (sic) à l'intérieur des forces armées²⁰. Ajoutons à cela que, si des cas d'exécutions extrajudiciaires du même type ont certainement déjà été commis dans le passé par les Forces Armées en Colombie, l'importance de leur nombre et le caractère systématique de cette pratique entre 2002 et 2008 mettent en évidence le lien entre les politiques sécuritaires mises en place sous la présidence d'Uribe et ces violations de droits humains et du droit humanitaire international.

Bien que certains militaires aient été jugés pour cette pratique²¹, la majorité des cas n'ont toujours pas été élucidés et les responsables encore moins condamnés:

Le manque d'attribution de responsabilité pénale a été un facteur clé dans le fait que continuent de se produire des cas de « falsos positivos ». Le taux d'impunité des homicides attribués aux forces de sécurité est actuellement [mars 2010] estimé au

¹⁵ « DAS ahora será la Agencia Central de Inteligencia », El Espectador, Édition du 8 octobre 2009, [En ligne], <http://www.elspectador.com/noticias/judicial/articulo165564-das-ahora-sera-agencia-central-de-inteligencia> (consulté le 15 septembre 2011)

¹⁶ Federación Internacional de Derechos Humanos, mai 2010, Colombia: Actividades del D-esprestigiar A-niquilar S-abotear, [PDF disponible en ligne], <http://www.fidh.org/Colombia-Las-actividades-de-inteligencia-del> (consulté le 22 septembre 2011)

¹⁷ Un nouveau scandale vient en effet de voir le jour: des informations secrètes du DAS seraient actuellement mises en vente sur les marchés noirs. Sur cette question: « Los papeles secretos del DAS », Revista Semana, 17 septembre 2011, [En ligne], <http://www.semana.com/nacion/papeles-secretos-del-das/164304-3.aspx> (consulté le 17 septembre 2011)

¹⁸ Le nombre varie selon les sources, cependant, l'Office des Nations Unies pour les droits humains en Colombie considèrerait en 2011 qu'il pourrait y avoir jusqu'à 3000 cas d'exécutions extrajudiciaires, « attribués principalement à l'Armée ». Traduction libre, ONU, 3 février 2011, Informe de la Alta Comisionada de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos [...], op. cit., p.7

D'autres sources recensent quant à elles jusqu'à 3796 cas d'exécutions extrajudiciaires entre les années 2002 et 2009. Voir: ODH-AC, juillet 2010, Informe de la Red ODHACO (Oficina Internacional de los Derechos Humanos-Acción Colombia) con ocasión del examen de Colombia por el Comité de Derechos Humanos de Naciones Unidas, Genève, [Disponible en ligne], <http://www.oidhaco.org/?cat=1003&title=Reports&lang=es> (consulté le 17 septembre 2011), p.1

¹⁹ ONU, 31 mars 2010, Informe del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, sumarias o arbitrarias, Philip Alston, [PDF disponible en ligne], <http://www.ohchr.org/SP/Countries/LACRegion/Pages/COIndex.aspx> (consulté le 20 septembre 2011), p.13. Trois facteurs sont retenus par le rapporteur: la pression pour « montrer des résultats », les primes aux informateurs et aux soldats et l'impunité.

²⁰ Ibid., p.9

²¹ Selon un rapport sur les falsos positivos du CINEP, 54 membres de la Force publique sur 146 accusés ont reçu, entre 2001 et 2010, une sentence les condamnant pour des cas d'exécutions extrajudiciaires, tandis que 112 était en jugement au moment de la parution du rapport. Centro de Investigación y Educación Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), Mai 2011, 'Falsos Positivos' 2010 : Clamor por la verdad y la justicia, [PDF disponible en ligne], http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=117 (consulté le 20 septembre 2011), p.7

chiffre alarmant de 98,5%. Les soldats savaient tout simplement qu'ils pouvaient commettre de tels actes et en sortir impunis.²²

Cela dit, les actions entreprises par le gouvernement suite à l'éclatement du scandale au cours de l'année 2008 ont permis une réduction significative du nombre de cas de genre. Pourtant, cela n'empêche pas le CINEP²³ de souligner l'existence de nouveaux cas d'exécutions extrajudiciaires en 2009 et 2010 également²⁴. De plus, l'impunité qui entoure ces crimes demeure élevée, comme nous l'avons déjà mentionné, et le nombre de cas où les soldats jugés se retrouvent libérés suite à des délais de procédure semble être en augmentation²⁵. La lumière est donc loin d'être faite sur l'ensemble de ces crimes et la lenteur des procédures actuelles laisse croire qu'elle ne le sera possiblement jamais.

Corruption et violences « sécuritaires »

Celui qui est contre elle, enseigne la machine, est ennemi du pays. Celui qui dénonce l'injustice, commet le délit de lèse patrie.

Je suis la patrie, dit la machine. [...]

Celui qui croit que la patrie est la maison de tous ne sera plus le fils de personne.

Eduardo Galeano²⁶

S'il est une chose que ces différents scandales mettent en lumière, c'est tout d'abord un important problème de corruption à différents échelons de l'État colombien, des Forces Armées et policières jusqu'à certains hauts fonctionnaires. Mais ce qui frappe peut-être plus encore, c'est l'étroitesse du lien qui unit la violence sociopolitique et l'État en Colombie. En effet, les victimes de ces différents actes illégaux commis par divers agents (et agences) de l'État, ou grâce à la collaboration de ceux-ci, sont nombreuses et diversifiées. Dans les

Soldats-paysans, réseau d'informateurs: la sécurité est devenue, sous la présidence d'Uribe, l'affaire de tous les citoyens.

cas impliquant le DAS, on retrouve des victimes de crimes d'État, des journalistes, des politiciens de l'opposition, des défenseurs des droits humains, des magistrats de la Cour suprême, etc. Dans le cas des « falsos positivos », ce sont des milliers de civils « anonymes », mais aussi, dans certains autres cas, des défenseurs de droits humains, des membres de mouvements sociaux, etc. Si nombre de ces cas sont le fruit d'une « simple » corruption – des agents du DAS qui se font payer pour des informations, des militaires qui tuent pour obtenir une prime ou des jours de congé –, d'autres sont plutôt la conséquence de politiques « sécuritaires » qui ont dégénéré vers l'illégalité, voir la violence physique et les assassinats.

Scandales sécuritaires et politiques sécuritaires

En effet, la « Politique de Sécurité Démocratique », politique mise en place par le président Uribe pour lutter contre le « terrorisme » en Colombie, a activement participé à impliquer les civils dans le conflit armé²⁷. Soldats-paysans, réseau d'informateurs: la sécurité est devenue, sous la présidence d'Uribe, l'affaire de tous les citoyens. Le

document de présentation de celle-ci, en 2003, est on ne peut plus clair à cet effet: « La sécurité ne peut être atteinte seulement qu'avec les efforts de la Force Publique. Ce sera un effort de tout l'État, de tous les Colombiens. Une structure étatique forte, appuyée par la

solidarité citoyenne [...]. [Il existera un] réseau de citoyens dans les zones urbaines qui coopérera activement, volontairement et de façon désintéressée avec les autorités, lui apportant des informations qui permettent la prévention et la persécution des délits »²⁸. Cet instrument de la « Politique de Sécurité Démocratique » a été désigné en 2010 par le Rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires de l'ONU comme l'un des éléments ayant participé à permettre, voire encourager, la pratique des « falsos positivos ». Ainsi, dans certains cas :

[I]es victimes peuvent aussi être choisies par des « informateurs », qui les signalent comme

²² ONU, 31 mars 2010, Informe del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, [...], op. cit., p.15, Traduction libre de l'espagnol au français.

²³ Centre de Recherche et d'Éducation Populaire – centre de recherche proche des mouvements sociaux et des groupes de défense des droits humains.

²⁴ Selon ce document, il y aurait d'ailleurs une nouvelle augmentation des cas durant l'année 2010 par rapport à l'année 2009. Centro de Investigacion y Educacion Popular/Programa por la Paz (CINEP/PPP), Mai 2011, 'Falsos Positivos'2010 [...], op.cit., p.5

²⁵ CINEP/PPP, août 2011, Bogota (Colombia), El legado de las políticas de Uribe: retos para el gobierno de Santos. Informe especial agosto de 2010, [PDF disponible en ligne], http://www.cinep.org.co/index.php?option=com_docman&Itemid=117 (consulté le 25 septembre), p.8

²⁶ Galeano, Eduardo, 2004(1978), Dias y noches de amor y de guerra, Madrid:Alianza Editorial, p.46-47, Traduction libre de l'espagnol au français.

²⁷ Fédération Internationale des Droits Humains, mai 2004, Informe. Colombia. La "Seguridad Democrática": Desconoce los derechos humanos y socava las bases del Estado de Derecho, [PDF disponible en ligne], http://www.fidh.org/article.php3?id_article=%202216 (consulté le 18 septembre 2011), p.9

²⁸ Presidencia de la Republica – Ministerio de Defensa, 2003, Política de Defensa y Seguridad Democratica, [PDF en ligne], http://www.mindefensa.gov.co/dayTemplates/images/seguridad_democratica.pdf (consulté le 19 septembre 2011), p.7 et 61, Traduction libre de l'espagnol au français.

guérilleros ou délinquants aux militaires, souvent en échange d'une récompense monétaire. Une fois que ces victimes sont assassinées, les forces militaires organisent un montage de la scène, avec différents degrés d'habileté, pour que cela paraisse être un homicide légitime ayant eu lieu au cours d'un combat. [...] Il est hautement préoccupant que des récompenses puissent constituer, pour les militaires, une source de financement expéditive pour payer les « recruteurs » qui les aident à commettre des « falsos positivos ».²⁹

Pour un analyste critique du conflit colombien comme l'est le journaliste et auteur d'origine colombienne Hernando Calvo Ospina, ce réseau d'informateurs a d'ailleurs également servi à judiciaireiser un grand nombre de leaders sociaux, une conclusion que partage la Fédération Internationale des Droits Humains³⁰ : « [à] la suite d'accusations mensongères faites [par des informateurs] pour toucher une récompense ou même parfois pour régler des querelles privées, de nombreux leaders sociaux et défenseurs des droits de l'Homme furent envoyés en prison sous l'accusation de "terrorisme"³¹ ».

Dissidence ou terrorisme?

Quant à ceux qui ont critiqué les politiques ainsi développées par l'État colombien, ils se sont vus considérés comme suspects, parfois même désignés comme membres du camp ennemi et ce, bien souvent, par le président Uribe lui-même. En effet, celui-ci a, à plusieurs reprises, fait le rapprochement entre certains politiciens³², journalistes³³, défenseurs de droits humains³⁴, etc.

²⁹ ONU, 31 mars 2010, Informe del Relator Especial sobre las ejecuciones extrajudiciales, [...], op. cit., p.8 et 14, Traduction libre de l'espagnol au français.

³⁰ Fédération Internationale des Droits Humains, mai 2004, Informe. Colombia. La "Seguridad Democrática" [...], op. cit., p.10

³¹ Calvo Ospina, Hernando, 2008, Colombie : Derrière le rideau de fumée; histoire du terrorisme d'État, France: Le temps des Cerises, p.327

³² Presidencia de la Republica – Secretaria de Prensa, 6 mai 2008, Palabras del Presidente Álvaro Uribe durante la inauguración del Terminal de Transporte de Montería, [En ligne] <http://web.presidencia.gov.co/sp/2008/mayo/06/04062008.Html>

³³ Fundación para la libertad de Prensa – FLIP, août 2009, Estado de la libertad de prensa en Colombia – Enero-Junio de 2009. Informe de la Fundación para la libertad de Prensa, [PDF disponible en ligne], http://www.flip.org.co/alert_display/0/156.html (consulté le 23 septembre 2011), p.22-23

³⁴ Presidencia de la Republica – Secretaria de Prensa, 7 février 2009, No dejarse confundir con falso discurso de paz de las Farc, pide Presidente Uribe, [En ligne], <http://web.presidencia.gov.co/sp/2009/febrero/07/04072009.html> (consulté le 18 septembre 2011)

et le « terrorisme » des guérillas ou le narcotrafic lorsque leur travail a impliqué une remise en question ou une critique de ses politiques ou de certains éléments de son administration. Citons comme exemple un épisode où, durant une cérémonie militaire à l'occasion de la journée nationale des droits humains après seulement un an à la tête du gouvernement, le président Uribe s'en prenait à certains défenseurs des droits humains, les associant directement au terrorisme:

J'observe [...] des écrivains et politiciens qui, finalement, servent le terrorisme et qui se cachent lâchement derrière le drapeau des droits humains. [...] Chaque fois qu'apparaît en Colombie une politique de sécurité pour vaincre le terrorisme, les terroristes commencent à se sentir faibles et envoient immédiatement leurs porte-paroles pour qu'ils parlent de droits humains. [...].³⁵

D'autres membres du gouvernement ou hauts commandants militaires ont également porté les mêmes accusations et associé des défenseurs de droits humains et d'autres membres de la société civile colombienne au terrorisme³⁶. Dans un contexte comme celui de la Colombie cela constitue, pour les accusés, un danger qui dépasse de beaucoup l'atteinte à leur réputation : ces accusations ont, en effet, souvent été reprises par les groupes paramilitaires pour justifier leur persécution³⁷.

Dans un tel contexte, il est probable que les fonctionnaires et policiers qui ont participé aux activités illégales du DAS, par exemple, répondaient d'une certaine façon à des politiques de l'État au sens où – et cela même s'ils n'en ont pas eu la directive explicite du président – ils se sont sentis dans le droit et le devoir de surveiller les groupes et individus considérés, et parfois dénoncés par le président, comme suspects, même si cela signifiait enfreindre la loi ou commettre des crimes pour mener la tâche à bien:

³⁵ Discours d'Alvaro Uribe Velez repris dans Programa Somos Defensores et al., s.d., Defender y proteger la vida – la acción de los defensores de Derechos Humanos en Colombia, [PDF disponible en ligne], http://www.somosdefensores.org/index.php?option=com_content&view=section&layout=blog&id=4&Itemid=5&limitstart=10 (consulté le 25 septembre 2011), p.62, Traduction libre de l'espagnol au français.

³⁶ Fédération Internationale des Droits Humains, mai 2004, Informe. Colombia. La "Seguridad Democrática" [...], op. cit., p.10

³⁷ Idem.

Ces actions, dans plusieurs cas, avaient pour objectif d'invalider le travail des victimes [de crimes d'État] qui étaient considérées comme des « cibles légitimes » pour être de potentiels opposants aux politiques du gouvernement. Les activités illégales du DAS incluaient des écoutes des lignes téléphoniques et électroniques, de la surveillance, du harcèlement et des menaces, le vol d'informations et l'entrée illégale dans des bureaux ou maisons. Cela a provoqué un climat de peur et d'insécurité et, dans certains cas, le sabotage et le discrédit du travail des défenseurs de droits humains.³⁸

Ainsi l'affirmait, d'ailleurs, l'un des enquêteurs du DAS à la revue *Semana.com*, s'entretenant au sujet des individus et organisations surveillés dans le cadre des « chuzadas »: « Quelque personne ou entité que ce soit qui représente un éventuel danger pour le gouvernement doit être surveillée par le DAS³⁹. » Quant aux cas des « falsos positivos », ils ont permis de gonfler les chiffres de la lutte au « terrorisme » et de la Sécurité Démocratique et d'augmenter ainsi le prestige de l'Armée colombienne et du gouvernement Uribe (avant l'éclatement du scandale à tout le moins). Lorsqu'une pratique telle que la mise à mort de guérilleros est encouragée comme elle l'était par des primes, et que peu de questions sont posées suite à ces mises à mort, il n'est pas étonnant que ce soit l'augmentation des statistiques plutôt que la véritable justice qui se retrouve favorisée. Les montages contre les différents opposants – même potentiels – aux politiques du gouvernement colombien ne sont pas, finalement, si différents des montages orchestrés par les militaires dans le cadre des « falsos positivos ». Ils ont d'ailleurs tous deux un objectif en commun, celui de répondre aux exigences de résultats dans la lutte contre l'« ennemi intérieur ».

Ce que réserve l'avenir

Juan-Manuel Santos, actuel président colombien élu en 2010, était Ministre de la Défense sous Uribe et l'un des principaux artisans de la politique de Sécurité Démocratique. Il était en poste au plus fort des assassinats commis par les Forces armées dans le cadre des « falsos positivos ». Après une année passée à la présidence du pays, il semble cependant avoir choisi de s'éloigner du style de gouverne de son prédécesseur. Moins cinglant, plus ouvert au

dialogue avec l'opposition et les critiques, il n'en défend pas moins les résultats de la politique sécuritaire de son prédécesseur. Sa propre politique sécuritaire, la « Politique Intégrale de Sécurité et Défense pour la Prospérité » sera d'ailleurs « une continuation de la Sécurité Démocratique (2002) et du Plan de Consolidation [de la Sécurité Démocratique] (2006), mais avec des changements dans les lignes d'action militaires et policières.⁴⁰ ».

Reste à voir si, dans les années qui viennent, des transformations assez importantes seront effectuées dans l'action des forces de sécurité et dans l'approche choisie par les politiciens au pouvoir en Colombie pour permettre

l'existence d'une dissidence sociale et politique réellement démocratique. Dans l'attente, il faudra porter une attention particulière aux enquêtes et procédures légales engagées dans le cadre des différents scandales nés sous l'administration Uribe – « falsos positivos », « chuzadas », mais également celui de la « Parapolitica ». Car pour plusieurs en Colombie, si une paix est possible, elle viendra en grande partie de la reconnaissance par l'État colombien de ses crimes et d'une recherche réelle, honnête, de la vérité sur le conflit armé – mais également, et surtout, social – qui marque depuis si longtemps son histoire.

*Juan-Manuel Santos, actuel
président colombien élu en 2010,
était Ministre de la Défense sous
Uribe et l'un des principaux
artisans de la politique de Sécurité
Démocratique*

³⁸ ONU, Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the situation of human rights in Colombia [...], op.cit., p.6, Traduction libre de l'anglais au français.

³⁹ « El DAS sigue grabando », Revista Semana [...], op.cit.

⁴⁰ « Política de seguridad de Santos se lanza este martes », El Tiempo, 24 mai 2011, [En ligne], <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-9432304> (consulté le 18 septembre 2011)

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).



Observatoire des Amériques
www.ameriques.uqam.ca
Courriel : oda@uqam.ca
Tél.: (514) 987-3000
p. 0382



Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation
Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8